Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

N° 282 SEPTEMBRE 1998 8FF - 50FB - 3FS - 2\$ can.

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

EFFONDREMENT DE LA RUSSIE, RÉCESSION EN ASIE, PANIQUES BOURSIÈRES

C'est le capitalisme mondial qui est en faillite

Un peu plus d'un an après l'éclatement de ce que la classe dominante a appelé la "crise asiatique", c'est aujourd'hui l'économie russe qui s'effondre en menaçant d'emporter dans sa chute l'Etat de cet immense territoire qui se trouve en situation de quasibanqueroute. Avec son aplomb habituel, la classe dominante fait dire à ses médias que ces événements dramatiques n'auront que peu de conséquences sur l'économie des pays développés et s'évertue à les présenter comme un phénomène isolé, lié aux "particularismes russes". C'est un double mensonge, non seulement l'effondrement

monétaire, financier et économique de la Russie ne peut qu'avoir des répercussions bien au delà de ses frontières, mais ces événements spectaculaires, tout comme ceux d'Asie, ne sont que la partie visible de l'iceberg : c'est l'économie capitaliste mondiale qui est ravagée en profondeur par une crise insoluble qui dure depuis trente ans ; c'est le capitalisme comme un tout qui se trouve aujourd'hui en état de faillite virtuelle et qui s'enfonce inexorablement, abandonnant à chaque fois des pans entiers de son propre organisme.

L'été:98 aura été le théâtre d'un nouveau et brutal coup d'accélérateur dans la crise planétaire du système capitaliste: violentes secousses boursières déferlant à répétition sur toutes les capitales, poursuite accélérée de la crise en Asie où la récession s'installe durablement et atteint maintenant de plein fouet les deux "grands" que sont le Japon et la Chine, menaces autour de la situation en Amérique Latine et enfin effondrement spectaculaire de l'économie russe.

L'accumulation de tous ces événements ne doit rien au hasard. Elle n'est pas non plus, comme on voudrait nous le faire croire, la manifestation d'une "crise de confiance passagère" envers les pays dits "émergents", il s'agit bel et

bien d'un nouvel épisode de la descente aux enfers du capitalisme comme un

Russie: quand il faut payer la note

A la mi-juillet, le FMI et la Banque mondiale, déjà massivement mis à contribution par la "crise asiatique" qui a englouti plus de 100 milliards de dollars d'aide internationale, sont de nouveau appelés à la rescousse. Il s'agit cette fois de mettre sur pied d'urgence un "plan de sauvetage" de l'économie russe. Après s'être fait tirer l'oreille, la "communauté internationale" finira par lâcher une aide de 22,6 milliards de dollars sur 18 mois, assortie, comme à l'accoutumée, de conditions draconiennes : réduction drastique des dépenses

de l'Etat, augmentation des impôts (plus particulièrement ceux qui pèsent sur les salariés, histoire de compenser l'impuissance avérée de l'Etat russe à recouvrer ceux dus par les entreprises), hausses des prix, augmentation des cotisations de retraites. Tout cela alors que les conditions d'existence des prolétaires russes sont déjà misérables et que la plupart des employés d'Etat et une bonne partie de ceux des entreprises privées n'ont pas touché leurs salaires depuis plusieurs mois.

Un mois plus tard, le constat est là: les fonds débloqués l'ont été en pure perte. Après une semaine noire qui a vu la bourse de Moscou chuter vertigineusement et mis des centaines de banques au bord de la faillite, Eltsine et son gouvernement sont contraints, le 17

août, de lâcher sur ce qui reste le dernier rempart de leur crédibilité : le rouble et sa parité par rapport au dollar. Sur la première tranche de 4,8 milliards de dollars versée en juillet au titre de l'aide du FMI, 3,8 avaient été engloutis, en vain, dans la défense du rouble. Quant au milliard restant, il n'avait nullement servi à la mise en oeuvre des mesures d'assainissement des finances de l'Etat et encore moins à payer les arriérés de salaires des ouvriers, pour la bonne raison qu'il avait déjà fondu, lui aussi, dans le seul service de la dette (qui dévore plus de 35% des revenus du pays), autrement dit dans le simple paiement des intérêts tombés à échéance dans la même période.

L'échec de cette politique signifie pour la Russie, qu'en plus des faillites de

banques en chaine (près de 1500 banques sont concernées), de la plongée dans la récession et de l'explosion de sa dette externe libellée en dollars, c'est un retour rapide de l'inflation galopante qui l'attend. D'ores et déjà, on estime qu'elle pourrait atteindre 100% dès cette année. Et ce n'est pas fini.

Ce marasme a immédiatement provoqué la débandade au sommet de l'Etat russe, ce qui ne manque pas d'alarmer les bourgeoisies occidentales. Mais la bourgeoisie peut bien se préoccuper du sort d'Eltsine et consorts, c'est d'abord la population russe et la classe ouvrière qui paye et va payer au prix fort les conséquences de cette situation. Ainsi, la chute du rouble a déjà renchéri de plus de 30% les prix des denrées ali-

ATTENTATS MEURTRIERS, REPRÉSAILLES MILITAIRES, MASSACRES DANS L'EX-ZAÏRE

Tous les Etats sont responsables de la terreur et de la barbarie

la "riposte" meurtrière du gouvernement américain à coups de missiles au Soudan et en Afghanistan, en passant par les tueries et la mêlée générale en République Démocratique du Congo (ex-Zaïre), les "nettoyages ethniques" au Kosovo, la bombe d'Omagh en Ulster, c'est à une accélération et à une extension spectaculaires de la barbarie guerrière que l'on assiste aujourd'hui.

Ce sont tous les Etats qui font régner la terreur

Cette escalade dans l'horreur, ces carnages quasi-quotidiens et simultanés qui font aujourd'hui des dizaines de milliers de victimes un peu partout sur une planète où s'allonge la liste des régions en plein chaos guerrier, sont une claire manifestation de l'accélé-

Dar es Salaam le 7 août dernier jusqu'à qui porte la responsabilité du déchaîne- fidèle exécutant d'une autre puissance : périalistes. Ce sont tous les Etats, des versaire. ment de cette barbarie ? Est-ce l'oeuvre "d'une internationale islamiste" dirigée par le milliardaire saoudien Oussama Ben Laden mis en cause comme seul commanditaire des attentats en Afrique, avec une horde d'islamistes fanatisés à sa solde? Certainement pas! Aucun individu, si riche et influent soit-il, ne peut disposer de moyens matériels et stratégiques assez puissants pour perpétrer des attentats de cette envergure. Quel que soit le rôle réel de Ben Laden, bouc-émissaire désigné du terrorisme, derrière lui ou d'autres, comme le déclarait un "expert" en explosifs à la télévision française, seuls des Etats ont les capacités de les organiser et de les mettre en oeuvre. D'ailleurs, à l'époque où Ben Laden se trouvait aux côtés des moudiahidine afghans pour combattre

les Etats-Unis qui lui avaient alors fourni via l'Arabie Saoudite tout le matériel nécessaire.

Quant aux "représailles" américaines, réminiscence directe de l'opération "Tempête du Désert" de sinistre mémoire, elles sont destinées à rappeler la suprématie absolue de l'arsenal militaire des Etats-Unis à toutes les autres puissances impérialistes petites ou grandes qui viennent contester son statut de gendarme du monde. Mais elles sont surtout la plus éclatante et édifiante manifestation du règne du terrorisme d'Etat. Quand un haut responsable politique américain déclare que "l'Amérique doit aujourd'hui se préparer à faire face à un autre type de guerre", cela signifie clairement que le terrorisme d'Etat est devenu une arme de guerre

Des attentats sanglants à Nairobi et à ration des tensions impérialistes. Car l'impérialisme russe, il était déjà le généralisée dans les rivalités inter-im- domination ou pour déstabiliser l'adplus forts aux plus faibles, qui ont recours au terrorisme pour affirmer leurs ambitions impérialistes, qu'ils fassent régner cette terreur pour préserver leur

L'Etat français peut bien lui aussi faire semblant de s'indigner face à ces attentats terroristes, lui non plus n'a

(SUITE PAGE 4)

(SUITE PAGE 5)

Commoire

Sommaire	
FRANCE	
Coupe du monde de football : le poison nationaliste	p.2
Sous le masque "social", le vrai visage anti-ouvrier de la gauche	p.2
SITUATION INTERNATIONALE ·	
Grève à General Motors: les manoeuvres de division	
pour saper la combativité ouvrière	p.3
Irlande du Nord: il n'y a pas de paix possible dans le capitalisme	p.4
Inondations en Chine: une catastrophe naturelle?	p.5
DEFENSE DU MILIEU POLITIQUE PROLETARIEN	
Débat public avec la CWO sur Mai 68	p.6
Le front du parasitisme contre la Gauche communiste	p.6
HISTOIRE DU PCF	
Un parti stalinien modèle (1956-1967):	р.8

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Le poison nationaliste

La victoire de l'équipe de France à la coupe du monde de football, remportée à la veille du 14 juillet, a constitué une occasion en or pour la bourgeoisie de marquer un but sur le terrain de la lutte de

Comme s'en est elle-même vantée la bourgeoisie, iamais depuis la Libération on n'avait assisté à un tel déchaînement d'hystérie nationaliste. Plus d'un million de personnes, toutes classes confondues, se sont réunies sur les Champs Elysées le soir de la finale dans un grand rassemblement populaire au chant de la Marseillaise et derrière une multitude de drapeaux tricolores.

Sous l'alibi prétendu "apolitique" du Mondial, la classe dominante est parvenue à ses fins : réaliser l'union sacrée autour du ballon rond.

Cette victoire fut donc une aubaine pour la bourgeoisie française qui a réussi à rassembler toutes les classes de la société derrière ces "Bleus" devenus, le temps d'un 14 juillet, les idoles du "peuple de France".

La bourgeoisie distille le poison du nationalisme

Un des thèmes favoris de cette gigantesque campagne nationaliste, résidait dans l'idée mensongère colportée par les médias suivant laquelle le Mondial

aurait permis de dépasser tous les clivages sociaux, tous les antagonismes de classe. Quant au mensonge tout aussi grossier suivant lequel la composition de l'équipe de France aurait révélé la volonté de l'Etat démocratique d'intégrer les immigrés, il n'avait d'autre objectif que de relancer la campagne anti-

Se servir de la composition de l'équipe nationale de foot pour faire croire que l'Etat français se soucie de l'intégration des immigrés, c'est nous prendre pour des imbéciles. Alors que les attaques contre les travailleurs immigrés n'ont cessé de s'aggraver au fil des années, aussi bien sous les gouvernements de gauche que de droite (flicage permanent, contrôles d'identité pour délit de "sale gueule", expulsions musclées de leurs logements ou vers leurs pays d'origine, etc.), l'hypocrisie de l'Etat français atteint aujourd'hui son comble.

L'illustration de ce cynisme, l'instigateur du renforcement des lois anti-immigrés sous le précédent gouvernement de droite, Pasqua, n'a pas trouvé mieux que de surenchérir narquoisement dans la démagogie en proposant immédiatement la régularisation de tous les sanspapiers au moment où la gauche, profitant de l'écran de fumée du Mondial, accentuait les arrêtés d'expulsion manu militari des déclarés régularisables". L'équipe de France de foot, symbole de l'intégration des immigrés? Certainement pas! Pour cette coupe du monde, comme pour les JO, ce ne sont pas des "immigrés" que l'Etat bourgeois s'est efforcé "d'intégrer", mais des "champions", capables, grâce à leurs performances sportives de rehausser l'image et le prestige du capital français sur la scène mondiale.

L'utilisation du sport comme opium du peuple

Plus le capitalisme décadent s'enfonce dans la décomposition, plus le "chacun pour soi" et l'atomisation dominent la vie sociale, et plus les manifestations sportives se révèlent comme un véritable substitut de la religion. Les spectacles sportifs, par leur fonction d'abrutissement des consciences, non seulement font office de nouvel "opium du peuple" (ils ont été systématiquement développés depuis l'entre-deux guerres), mais ils sèment l'illusion qu'à travers le sport, il est possible de retrouver un semblant de communauté humaine. Lorsque les ouvriers ne peuvent affirmer leur unité de classe dans la lutte, lorsqu'ils sont atomisés et soumis à la pression de l'idéologie dominante, les spectacles sportifs sont pour eux un moyen de s'évader de la réalité du monde capitaliste et de la misère de leurs conditions d'existence.

C'est justement ce besoin d'évasion que la bourgeoisie exploite au maximum et cherche à accentuer. En ce sens, cette coupe du monde de foot n'est pas sans rappeler les jeux romains : quand il n'y a plus de pain, la classe dominante offre des jeux aux ouvriers pour leur faire accepter leur condition de classe exploitée.

A la veille et au moment des congés d'été, elle a cherché à leur faire oublier l'aggravation du chômage et la misère résultant de l'enfoncement inexorable du capitalisme dans une crise économique mondiale et sans issue. Elle a cherché à faire passer le plus discrètement possible, et dans le dos des ouvriers, les attaques et les mesures d'austérité qu'elle venait de concocter (voir page 2). Pour détourner l'attention des prolétaires des attaques capitalistes contre leurs conditions de vie, il faut faire diversion et susciter chez eux un artificiel sentiment d'euphorie.

Le Mondial a été une arme toute trouvée pour l'Etat bourgeois. Non seulement l'exploitation médiatique de cette coupe du monde visait à abrutir les prolétaires derrière le suspense entretenu par la grande question du siècle : "Les bleus iront-ils jusqu'à la finale?", mais elle visait encore à les enchaîner à la pire idéologie bourgeoise, celle qui les a conduit par deux fois pieds et poings liés à la guerre mondiale : la défense du drapeau tricolore et du capital national. Ce qui distingue principalement les jeux de la Rome antique et

ceux du capitalisme décadent, c'est la guerre que se livrent les différents Etats nationaux concurrents derrière les maillots de leurs équipes sportives.

Si aujourd'hui, beaucoup d'ouvriers ont encore la gueule de bois, l'euphorie de la victoire des "Bleus" est appelée à se dissiper rapidement.

Ce Mondial qui les a transportés au paradis, un soir d'apothéose, n'a pas effacé les antagonismes de classe, comme le prétend la bourgeoisie et ses médias aux ordres. La réalité de la crise économique avec son lot incessant d'attaques contre les conditions d'existence des ouvriers ne peut que les conduire à retrouver le chemin de la lutte sur leur propre terrain de classe et à rompre avec l'illusion de l'union nationale.

Derrière la liesse "populaire", interclassiste du Mondial, le prolétariat n'a rien "gagné". Au contraire, il a tout à perdre à faire cause commune avec ses propres exploiteurs derrière les drapeaux nationaux.

Cette victoire n'était pas la sienne. C'était avant tout celle des supporters de l'Etat bourgeois, les Chirac, Jospin, et consorts, qui, aujourd'hui plus que jamais, ne ratent aucune occasion d'exploiter le sport comme arme idéologique contre la lutte de classe.

Marine (25 juillet)

BILAN DE LA GAUCHE

Sous le masque "social", le vrai visage anti-ouvrier de la gauche

Décidément tout semble sourire à ce gouvernement de la gauche "plurielle" : un premier bilan annuel positif, et salué par tous, assaisonné de reprise économique et ensoleillé d'une prétendue "décrue" du chômage, parfois même de soi-disant "reprise" des embauches.

Surfant sur sa vague de "popularité", le gouvernement en a profité pour redoubler d'efforts pendant l'été et s'apprête de toute évidence, sur sa lancée, à accélérer brutalement le mouvement de ses mesures antiouvrières.

Un redoublement d'attaques en tous sens

Ce sont tout d'abord les immigrés et les sans-papiers qui ont vu fondre les promesses gouvernementales du mois de juin avec le durcissement des conditions d'accès à leur "régularisation", justement pendant que "la France" se passionnait pour les exploits et la "multiracialité" de "son" équipe de foot.

Jospin, relayé par le ministre Strauss-Kahn, s'était aussi fait fort de promettre des baisses d'impôts à la plupart des prolétaires, arguant de mettre en revanche la "pression" sur les plus "favorisés" à travers la réforme de la fiscalité. Cette loi aura avant tout permis d'abaisser le taux de rémunération du plus grand nombre de livrets d'épargne utilisés quasi-exclusivement par les salariés. En réalité, cette mesure permet à l'Etat d'augmenter indirectement la pression fiscale.

Dans le même sens des "promesses" de la gauche, la "réforme" prévue du calcul de la taxe d'habitation, dans le "noble" but de la "moderniser" afin d'éliminer les "inégalités" dans ce domaine vient porter un peu plus loin l'attaque sur l'accès des ouvriers au logement.

Car il ne faut pas être dupe, cette "réforme" signifie une augmentation de la taxe que le gouvernement, avec tout son culot, présente comme "une mesure sociale qui profitera aux plus modestes"! Par quelle magie, on se le demande?

Il faut encore ajouter la taxe sur le gazole, dont la création a été préparée par les campagnes à répétition et de plus en plus insistantes pour faire "payer les pollueurs". Mais ce cheval de bataille de la ministre Voynet a encore pour objectif. Tout en cherchant à les culpabiliser, il s'agit de contraindre un grand nombre à s'acheter des voitures neuves et, du même coup, leur faire soutenir l'industrie automobile.

Et une fois de plus, le gouvernement, en droite ligne de Juppé mais bien plus fort, se prépare à lancer une offensive d'importance en direction des salariés de la Fonction publique.

Ainsi, les offres de départs anticipés faites par le gouvernement dans ce secteur visent à diminuer dans un premier temps ses effectifs de plusieurs dizaines de milliers. A terme, par le biais de mesures plus "contraignantes", la gauche va s'atteler à la tâche de continuer à réduire les effectifs chez les fonction-

C'est aussi au niveau des salaires qu'elle va engager une pression générale grandissante dans toute la Fonction publique : "l'exemple" de la diminution de la rémunération des heures supplémentaires obligatoires dans l'enseignement secondaire en est une évidente

Une aggravation de la précarité du travail et du chômage, une attaque sur les salaires

La période de démobilisation ouvrière de l'été a été propice à la mise en place "d'accords" sur les 35 heures dans certaines grosses branches comme la métallurgie et l'industrie sucrière, ou encore à La Poste. Ceux-ci représentent de toute évidence une aggravation des conditions de travail et une attaque masquée sur les salaires. C'était prévu, calculé, attendu. Mais la gauche avait préparé sa mise en scène. D'un côté, elle s'est soigneusement posée en "observateur" des discussions préalables, en insistant lourdement sur le fait que les 35 heures devaient être négociées par branches et par secteurs, les modalités d'application restant entre les mains des "partenaires sociaux" sur place, patronat et syndicats. Mais de l'autre, elle se fait fort de crier, par la voix de Martine Aubry, qu'on "dénaturait sa loi, qu'on pervertissait cette "réforme sociale" quasi-révolutionnaire à de mauvaises fins!

Au moment où les 35 heures apparaissent pour ce qu'elles sont, une esbroufe et une offensive antiouvrière majeure, la gauche au pouvoir doit se dédouaner et passer pour non-responsable autant que possible de ce qui va déferler à une vitesse accélérée sur le prolétariat. Et, du même coup, elle donne aux syndicats toute la place et une meilleure latitude pour se radicaliser dans la période à venir. Nous l'avons toujours dit et répété haut et fort : "Les patrons aiment les 35 heures !" Cette appréciation du journal bourgeois Libération sur un sondage en milieu patronal n'est nullement une découverte. C'est la gauche et les gauchistes, la presse de tous poils qui ont fait tout leur possible pour faire croire le contraire aux ouvriers!

Les 35 heures, pour l'Etat et le patronat, c'est la réorganisation générale du travail afin de rendre les ouvriers toujours plus exploitables, toujours plus productifs et à meilleur compte pour le capital national. C'est en effet l'approfondissement des lois antiouvrières sur la flexibilité que tous les gouvernements n'ont cessé de "peaufiner" depuis plus de quinze ans. Contrairement à tous les roulements de tambour "socialistes", "communistes" et consorts, c'est aussi, comme avec la droite, une aggravation du chômage, du travail à temps partiel et de la précarité. Tous les accords passés ou en voie de l'être vont dans ce sens. Et si personne ne prétend embaucher, il n'est pas plus question de sauvegarder les emplois existants, tout au plus comme à La Poste de "promettre" de ne pas licencier plus que leş 2000 prévus !

Déjà, 16% des salariés sont employés à temps partiel; mais ce pourcentage, qui connaît une aggravation notable depuis deux ans, ne peut qu'augmenter dans la période à venir. Dans le secteur du commerce, 80% des employés d'Ile de France sont à temps partiel, dont deux-tiers font systématiquement des heures supplémentaires non rémunérées au taux normal des heures supplémentaires puisque comptabilisées sur un temps "partiel". Dans la restauration, où les fats-foods ont le record avec 90% de la main d'oeuvre à temps partiel, les embauches ne se font plus qu'à cette exigence, d'autant que, puisqu'il y

a "créations "d'emplois, les charges sociales des entreprises tombent de 30%. L'industrie automobile elle aussi donne l'exemple. Ainsi, Renault embauche et emploie de plus en plus de jeunes en CDD sur une base hebdomadaire de 20 à 30 heures, et en CDI, à 80% de 39 heures, sur une base horaire annuali-

Aussi, un nombre grandissant des emplois tend à aller même au-dessous des 35 heures et, pour ce qui est des "embauches", il s'agit clairement de sous-emplois, sous-payés, avec des cadences accélérées et un niveau d'exploitation encore jamais atteint.

Une des conséquences immédiates, c'est la pression accentuée sur les salaires que la mise en place des 35 heures va inexorablement impliquer. Et les 35 heures, c'est encore le passage à une partie grandissante du prolétariat vers l'annualisation des salaires, c'est-à-dire une "meilleure adaptation" du prix de revient de la main d'oeuvre ouvrière aux besoins du capital, autrement dit une baisse pure et simple des salaires en particulier quand, avec la baisse des commandes, plus aucune heure supplémentaire ne sera effectuée. Ce n'est sûrement pas par philanthropie que 55 entreprises de la métallurgie sur 88 ont sauté sur l'occasion pour choisir cette

Jospin pouvait être "satisfait" à la miaoût que les deux-tiers des 45 mesures "promises" contre la classe ouvrière par la gauche au pouvoir l'an dernier étaient réalisés ou en passe de l'être. Positif, son bilan? Oui, mais pour la bourgeoisie, pas pour la classe ouvrière.

KW (26 août)

GRÈVE A GENERAL MOTORS AUX ETATS-UNIS

Les manoeuvres de division pour saper la combativité ouvrière

La grève à General Motors déclenchée le 5 juin et qui s'est poursuivie pendant sept semaines illustre le développement du mécontentement et la lente mais effective montée de la combativité ouvrière au niveau international, suscités par les attaques capitalistes croissantes. Ainsi, avant la grève à GM il y avait eu au mois d'avril la grève de 500 000 ouvriers au Danemark, et depuis ce sont 73 000 ouvriers du Téléphone qui se sont mis en grève aux Etats-Unis contre la flexibilité et la précarisation de l'emploi. Au mois de juillet dernier, toujours aux Etats-Unis, ce sont des dizaines de milliers d'ouvriers du bâtiment en colère qui ont manifesté en plein centre de Manhattan tandis qu'à Porto Rico se déroulait une grève de deux jours.

Parfaitement consciente que l'approfondissement de la crise économique mondiale et l'amplification des attaques contre la classe ouvrière vont constituer un facteur important de développement de la lutte de classe, la bourgeoisie est contrainte de prendre les devants pour tenter de saboter le renforcement de la combativité et de pourrir la conscience des ouvriers. C'est à cette

fin que ses syndicats se portent au devant des luttes ou les suscitent afin de pouvoir y manoeuvrer plus facilement. En ce sens, la situation actuelle est différente de celle où, il y a encore un an, elle pouvait s'appuyer sur un niveau de combativité bien moindre dans la classe ouvrière, pour déployer des manoeuvres d'ampleur, souvent de portée internationale et destinées à revaloriser l'image des syndicats dans la classe. En effet, bien que les luttes actuelles ne permettent pas encore que des leçons de leurs défaites soient clairement tirées, la bourgeoisie ne peut néanmoins pas y trouver un terrain de manoeuvre pour créer dans la classe ouvrière des illusions aussi importantes que cela avait été le cas en décembre 95 en France et lors de la grève à UPS l'année dernière aux Etats-Unis.

A General Motors, c'est le syndicat de l'automobile, l'United Auto Workers (UAW), qui est à l'initiative de la grève dans deux usines du groupe à Flint dans la banlieue de Detroit, berceau de la GM. L'élément déclencheur du mouvement a été constitué par les rumeurs persistantes sur la fermeture du site et sur le transfert de la production de

pièces détachées ailleurs pour raisons d'économies. Cette situation, de fait, a été exploitée par la bourgeoisie et ses syndicats pour provoquer la colère ouvrière et mettre en branle une action préventive afin de "mouiller la poudre", pousser les ouvriers à tirer de fausses leçons de la lutte, alors qu'aux Etats-Unis aussi des attaques d'ampleur sont en préparation, comme en témoigne, par exemple, l'annonce de 20 000 licenciements chez Boeing.

De nouveau la mystification autour de la "grève de riches"

Cette manoeuvre de la bourgeoisie qui a débouché sur la grève est le résultat d'un partage du travail entre la direction, le syndicat et les médias. Celle-ci repose sur une palette classique de tactiques antiouvrières : culpabilisation des ouvriers en lutte menant une "grève de riches", division, revalorisation des syndicats; enfermement sur le terrain et épuisement de la combativité. De la même manière qu'au cours de la grève massive au Danemark ou encore la grève des pilotes en France, ici aussi la grève à GM a été stigmatisée comme une grève de "riches", de "privilégiés".

Les 9 200 ouvriers en grève ont été accusés de prendre "en otage" la majorité des salariés de GM (192000 mis en chômage technique) ainsi menacés de perdre leurs assurances sociales. Une telle crapulerie est un moyen de pression sur les grévistes visant à les isoler un peu plus des autres fractions de la classe ouvrière et activant le virus de la division. Tout a été fait pour culpabiliser les ouvriers en lutte rendus responsables de faire perdre beaucoup d'argent, de parts de marchés à GM et même de pénaliser l'économie américaine.

On voit ici toute l'évolution de la tactique de la bourgeoisie qui ne peut renouveler la stratégie mise en oeuvre lors de la grève à UPS, laquelle avait alors consisté à susciter un vaste mouvement de solidarité autour de la grève destiné à positionner les syndicats en tant qu'organes de lutte de la classe ouvrière. Aujourd'hui, le développement de la combativité rend plus dangereux tout ce qui est de nature à pousser à la simultanéité de la lutte. Cela ne signifie pas pour autant que la bourgeoisie renonce à améliorer l'image de ses syndicats qui, dans bien des cas, apparais-

sent encore pour ce qu'ils sont : pourris, mafieux et parfaitement intégrés au système. Tout a donc été fait pour mettre en valeur le syndicat UAW. La durée de la grève a été utilisée pour le présenter comme combatif et radical. ainsi que cela avait été le cas dans la grève d'UPS pour les Teamsters, autre branche de l'AFL-CIO. Sur le terrain lui-même, l'UAW s'est employé durant les premières semaines de la grève à s'abriter derrière la convention collective conclue en 1996 qui stipule que l'organisation de grèves ne peut s'effectuer que localement pour enfermer les ouvriers dans leur coin. Au bout de six semaines, ils firent appel à la grève dans d'autres sites du groupe GM. Cette manière "d'oser" se mettre dans l'illégalité est une façon typique des syndicats d'étendre non la lutte mais la défaite par épuisement.

Leur nouvelle apparence de radicalisme, de syndicats au service de la lutte a constitué très tôt un moyen d'entraîner les ouvriers sur le terrain pourri de la "lutte" contre les délocalisations, contre "la mondialisation" avec deux objectifs à la clé. D'une part détourner les ouvriers de la mobilisation contre les licenciements qui vont tomber et d'autre part attiser le nationalisme et la division corporatiste entre prolétaires.

HISTOIRE DU PCF

(SUITE DE LA PAGE 8)

explique aussi l'impuissance permanente des staliniens à s'opposer résolument au pouvoir gaulliste et à présenter une alternative claire.

Mais le parti stalinien français est également confronté à cette époque à d'autres contradictions. Même s'il a pu pratiquer une vaste épuration dans la mouvance pro-khrouchtchévienne en France entre 1961 et 1964 (le courant Casanova-Servin appuyé par le milieu étudiant de l'UEC), il est contraint en politique internationale de se plier à un ralliement conditionnel à Khrouchtchev, en sachant que ce dernier contient ses adversaires et tient encore solidement les rênes de l'URSS. Sous l'égide de Thorez, le PCF cherche à prôner une réconciliation entre Khrouchtchev et Mao et appuie dans ce but l'idée d'une conférence mondiale des PC. Celle-ci regroupera les dirigeants staliniens de 81 pays en novembre 1961. Mais, de fait, au lieu du compromis escompté par le PCF, ces retrouvailles vont conchisme entre les deux plus

grandes puissances staliniennes, la Chine et l'URSS. Le PCF doit trancher mais il n'a pas vraiment le choix. Même si un Thorez est beaucoup plus proche de l'approche idéologique typiquement stalinienne et des méthodes de Mao, les liens de dépendance du PCF (subsides matériels essentiels, intérêts stratégiques au maintien de la "coexistence pacifique") lui dictent la nécessité absolue de ne pas se couper de l'URSS. Seulement soutenue par la minuscule Albanie, la Chine se retrouve totalement isolée et marginalisée.

Dès lors, le PCF va s'engager résolument sous l'aile de son "parrain" dans le soutien actif systématique à la politique impérialiste plus expansionniste de l'URSS, notamment dans tous les mouvements de "libération nationale" qu'elle suscite, arme et subventionne, de l'Amérique latine à l'Asie du Sud-Est en passant par le continent africain. Il vante ainsi le régime de Castro à Cuba, le "martyre"de Lumumba au Congo-Zaïre, "I'héroïque résistance" du Vietminh.

Le conservatisme stalinien du PCF à l'épreuve de l'évolution de la situation en France

La tuerie du métro Charonne (9 morts) où la police du gouvernement gaulliste coince et piétine le 8 février 1962 les manifestants rassemblés par le PCF et les syndicats contre la multiplication des actions terroristes de l'OAS pro-Algérie française (Organisation de l'Armée Secrète) redonne momentanément une auréole de victime et de martyre au parti stalinien. Mais c'est De Gaulle qui retire toute la popularité "d'homme de la situation" face à la guerre d'Algérie. Ses déclarations sur le "droit à l'autodétermination du peuple algérien", sa mise en échec du putsch des généraux en avril 1961, et surtout la signature des accords d'Evian (avec la reconnaissance du droit à l'indépendance) en mars 1962 lui permettent de mettre fin à la guerre d'Algérie et d'apparaître comme "le champion de la décolonisation".

Pendant ce temps, l'apparcil stalinien, obnubilé par la hantise de voir s'affirmer des tendances "réformistes" ou des fractions contestataires, continue à naviguer à vue pour avant tout préserver le statu quo au sein de la direction. Thorez, qui deux mois avant s'était fait nommer "président" du parti concentrant tous les pouvoirs de décision et avait lui-même désigné son "successeur", Waldeck-Rochet, au poste de secrétaire général, meurt le 11 juillet

1964. Le nouveau chef, conçu pour être un homme de paille à la botte de Thorez est néanmoins présenté comme le "Khrouchtchev français", jusque dans son apparence physique, dans l'optique de gommer de façon étroitement contrôlée l'image trop marquée d'un pouvoir autocratique et stalinien. Pour son malheur, monsieur "K." est destitué trois mois à peine après que cet autre fils de paysan ait pris seul les rênes de l'appareil stalinien français. Cette tentative de ravalement de façade qui s'effectue à contre-courant s'en retrouve d'autant plus freinée. La nouvelle entreprise de "russification" du parti français va s'effectuer au seul bénéfice du clan conservateur et des représentants de la continuité stalino-thorézienne, notamment la veuve de Thorez, Jeannette Vermeersch et "l'étoile montante" du parti, Georges Marchais, dont Waldeck-Rochet demeure l'otage.

Cependant, n'étant plus capable d'offrir une perspective crédible à la classe ouvrière à force de sclérose bureaucratique affichée et en passe de subir une nouvelle hémorragic dans l'élection de ses notables, enracinés dans l'appareil d'Etat (notamment dans les mairies des banlieues ouvrières), le parti stalinien est contraint de changer de stratégie. Pour la première fois depuis 1946, il conclue localement certains accords de désistements mutuels avec la SFIO, pour les élections législatives de novembre 1962. Les résultats positifs qu'il en retire l'encouragent dans cette voie. La dynamique "d'union de la gauche", seule stratégie alternative du PCF d'une part pour sortir de sa marginalisation politique progressive dans la vie politique de la bourgeoisie française, d'autre part pour lui permettre de continuer à encadrer solidement et efficacement le prolétariat, notamment en cherchant à "ranimer l'élan du Front populaire", va continuer à faire son chemin. Le 9

septembre 1965, Mitterrand annonce sa candidature à l'élection présidentielle de décembre et le lendemain crée la FGDS (Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste) pour rénover l'image de la SFIO trop discréditée sous la IVe République. Le PCF décide alors spectaculairement de ne pas lui opposer de candidat et de lui apporter son soutien dès le premier tour. Après avoir mis De Gaulle en ballottage, le "candidat unique de la gauche" recueille 45% des voix au second tour. Le 20 décembre 1966, un accord électoral global et historique de désistement mutuel est signé entre le PCF et la FGDS. La nouvelle voie de "l'union de la gauche" face au pouvoir gaulliste est ouverte.

Dans le prochain article, nous évoquerons la politique antiouvrière du parti stalinien face à la grève massive de mai 1968 ainsi que la mise en place de la grande mystification de la classe ouvrière derrière l'union de la gauche et le programme commun de gouvernement dans les années soixante-dix sous l'égide du nouveau secrétaire général du parti stalinien Georges Marchais.

CI

Erratum: Dans l'article sur le PCF dans la guerre froide paru au mois de juin (Ve partie de la série présente dans RI n°280), nous avions écrit (page 5, 1ère colonne) que le PCF avait été amené à condamner la politique de répression sanglante menée en Algérie par Mendès-France à la tête du gouvernement français en janvier 1956. Il s'agit là d'une erreur chronologique: en janvier 1956, c'était Edgar Faure qui était président du conseil, Mendès-France ayant, lui, démissionné en octobre 1955.

La fin de la grève : une sévère défaite pour les ouvriers

Le retour des machines dont le déménagement par la direction dans une des usines de Flint avait mis le feu aux poudres, a été présenté à la télévision comme une "grande victoire". Pour la bourgeoisie sans aucun doute, qui parvient ainsi à renforcer le corporatisme dans la classe ouvrière.

En dépit du battage médiatique à la fin du mouvement sur l'accord "sans vainqueurs, ni vaincus", la réalité est que les ouvriers se sont fait avoir sur toute la ligne. De fait les "concessions" accordées sont dérisoires : indemnisations ridicules de la grève (5400 francs prélevés sur un fonds de formation!), abandon des poursuites devant les tribunaux pour un appel à "l'extension" de la grève qui n'a même pas eu lieu! La défaite se mesure aux vraies décisions prises par la direction de GM avec l'aval du syndicat UAW: trois sites, dont celui de Flint, sont maintenus et modernisés de façon certaine jusqu'à ...fin 1999! General Motors envisage la suppression de 50000 emplois d'ici 3 ans. L'UAW a négocié sur le dos des ouvriers une augmentation de 15% de la productivité et surtout garanti une paix sociale par un engagement à ne pas déclencher de grèves là où les licenciements vont tomber le plus massivement (notamment à Dayton et Indianapolis). Avec l'aggravation de la crise, les

Avec l'aggravation de la crise, les attaques frontales et massives contre la classe ouvrière vont s'amplifier dramatiquement. La riposte est inévitable, et c'est seulement dans son amplification et son renforcement que la classe ouvrière constituera une force capable de s'y opposer. Mais pour cela, elle doit tirer tous les enseignements de la défaite au premier rang desquels le rôle de premier plan joué par les syndicats pour affaiblir la lutte de classe.

SB

IRLANDE DU NORD

Il n'y a pas de paix possible dans le capitalisme

Les accords de paix signés en avril dernier et plébiscités en mai en Irlande du Nord n'ont pas fait long feu. Le 15 août, l'attentat le plus sanglant perpétré en trente années de conflit a fait 28 morts et plus de 200 blessés dans un centre commercial de la petite ville d'Omagh.

Le choeur unanime qui s'en est suivi pour condamner vigoureusement l'attentat ne doit pas nous tromper. En effet, il englobe les autorités britanniques, les républicains irlandais et leurs différentes composantes comme l'IRA aujourd'hui reconvertie au "pacifisme" après avoir commis des dizaines d'attentats, mais aussi des organisations plus "radicales" n'ayant pas avalisé l'accord de paix (INLA). Jusqu'à l'IRA-véritable qui, ayant revendiqué l'attentat, vient présenter des "excuses". Cette pseudo-indignation et ces larmes de crocodiles de la bourgeoisie

sont destinées à sauver la face "démocratique" et "humaine" d'un système dirigé par une classe qui défendait hier, défend aujourd'hui et défendra demain, par la terreur, le terrorisme et le meurtre de masse, ses intérêts antagoniques.

Une fois encore, cet acte de barbarie vient montrer que la "paix" est un mythe et que l'accord de Stormont n'était qu'un épisode de la guerre permanente que se livrent les fractions de la bourgeoisie impérialiste. En effet, comme nous l'avons analysé dans le précédent numéro de notre journal, l'accord de paix a été imposé par les Etats-Unis à la Grande-Bretagne qui, après avoir résisté autant que possible, s'est pliée à ce processus. Et nous écrivions : "En mettant la Grande Bretagne le dos au mur, l'accord de "paix" est gros de nouveaux affrontements et la situation ne peut que continuer à se déstabiliser."

Le premier résultat de l'attentat d'Omagh est un coup porté à l'IRA -tête de pont américaine sur le territoire -dont les responsables, Gerry Adams en tête, sont apparus comme incapables d'asseoir leur autorité et d'imposer la nouvelle politique de "paix" à leurs expartenaires, aujourd'hui dissidents. Les auteurs de l'attentat sont d'ailleurs supposés avoir utilisé l'arsenal militaire de l'IRA. Au lendemain de l'attentat, l'INLA et l'IRA-véritable qui résistaient aux nouvelles orientations, ont dû annoncer un cessez-le feu face à l'ampleur du carnage.

Or, "l'IRA-véritable" qui a revendiqué l'attentat quelques jours plus tard, a aussi fait savoir qu'elle avait prévenu la police britannique par trois coups de téléphone. Il apparaît que celle-ci n'a pas su comprendre les messages ou les a mal interprétés... Quand on sait à quel

point le milieu terroriste est infiltré, depuis des années, par les agents de Sa Majesté, on peut se poser des questions sur les consignes qu'avait reçues la police britannique.

Mais quelle que soit l'ampleur de la responsabilité, directe et indirecte, des uns et des autres, le plus important, c'est le point marqué par la bourgeoisie anglaise dans le bénéfice qu'elle retire de l'attentat d'Omagh. Après avoir traîné des pieds vis-à-vis du processus de paix engagé par le "grand ami" américain via l'IRA, elle le retourne en sa faveur, désignant les terroristes "républicains" comme principale entrave à celui-ci. Plus encore, elle justifie un nouveau train de mesures "anti-terroristes" : réforme judiciaire pour faciliter l'arrestation de tout suspect d'appartenir à une "organisation illégale", coopération accrue entre les polices et les services de

renseignements, mises sur écoutes, etc., c'est-à-dire un renforcement de son arsenal d'encadrement et de répression.

Le terrorisme apparaît de plus en plus pour ce qu'il est : un moyen de la guerre entre Etats, petits et grands, qui est utilisé, quand il n'est pas directement fomenté par eux, dans les rivalités impérialistes qui les opposent. Dans ce cadre, tout "accord de paix" est un leurre, un moment de cette guerre permanente, cachée au "grand public", que se livrent tous les Etats, y compris les grandes puissances et les "meilleurs alliés". Que ce soit la "paix" imposée par la terreur d'Etat, ou la guerre par terrorisme interposé, c'est toujours la population civile, et, en son sein, la classe ouvrière qui en paie le prix fort.

CN (28 août)

TOUS LES ETATS SONT RESPONSABLES DE LA TERREUR ET DE LA BARBARIE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE2)

aucun scrupule à s'appuyer sur certains Etats "terroristes" comme le Soudan, pas plus que les Etats-Unis n'ont jamais hésité à soutenir pendant des années le régime honni des Talibans. Aujourd'hui encore, ils font, l'un contre l'autre, assaut de séduction diplomatique envers les ayatollahs iraniens, si longtemps proscrits.

Cet enfoncement dans la barbarie estil davantage le résultat des agissements d'un dictateur fou et avide de pouvoir, comme on cherche aussi à nous le faire croire avec un Kabila aujourd'hui, comme avec un Mobutu hier? Là encore, la réalité qui se déroule sous nos yeux montre que ces tyrans africains ne sont que des hommes de paille manipulés par des puissances impérialistes au gré de leurs propres intérêts. Hier, c'est bien le gouvernement français qui a donné le signal des massacres et a attisé les pseudo-"rivalités ethniques" au Rwanda et qui, à travers "l'opération Emeraude" a cherché à couvrir les exactions des Hutus puis à les protéger contre les massacres perpétrés par les Tutsis, téléguidés et soutenus par les Etats-Unis. C'est encore la France qui a tenu à bout de bras pendant des décennies le régime de Mobutu au Zaïre qui dispositif militaire en Afrique et c'est aussi les Etats-Unis qui ont infligé un lourd revers à l'impérialisme français en armant et en installant Kabila au pouvoir tout en chassant l'allié privilégié de la France dans la région. Aujourd'hui, alors que Kabila est lâché par son ancien "parrain", on voit clairement une véritable curée impérialiste de la part des Etats voisins qui ont envahi la "République démocratique du Congo" avec l'intervention armée de l'Ouganda et du Rwanda d'un côté, de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie de l'autre qui sont en train de faire basculer ce pays dans un chaos san-

Mais ces affrontements meurtriers entre puissances rivales prennent aujourd'hui une dimension nouvelle. Depuis le début de l'année 1998, la

dynamique de contestation du leadership américain s'était fortement développée. En février, c'était la reculade américaine face au défi lancé par le boucher de Bagdad, Saddam Hussein, conseillé en sous main par la France et la Russie. Au printemps, défiant les menaces d'embargo économique proférées par les Etats-Unis, l'Inde et le Pakistan ont procédé à des essais nucléaires. C'est dans cette logique d'une contestation de plus en plus ouverte, avec en tête les grands Etats européens qui, dans l'ombre, sont les premiers à agir contre les intérêts américains, qu'ont eu lieu les attentats contre les ambassades américaines. La première manifestation de l'intensification de la barbarie impérialiste, c'est son extension à de nouvelles zones géographiques, frappant de plein fouet et contaminant des pays comme le Kenya et la Tanzanie, dans une région d'influence américaine, jusque-là relativement stable et épargnée par les conflits.

La riposte américaine a elle aussi contribué à mettre le feu aux poudres non seulement au Soudan et en Afghanistan mais elle a provoqué des réactions en chaîne dans tout le monde musulman, jusqu'à engager un brasde-fer avec d'anciens alliés.

Désormais, c'est un gigantesque arcde-cercle qui va de l'Afrique du Sud (l'attentat du Cap en témoigne) jusqu'au Pakistan en passant par le Moyen-Orient qui est sur pied de guerre et sous la menace directe d'être mis à feu et à sang.

Le déchaînement du "chacun pour soi"

Jusqu'ici, ces affrontements connaissaient une sorte de mouvement de balancier. Quand une puissance impérialiste entreprenait de déstabiliser un rival, le retour de bâton s'opérait plus tard, et souvent ailleurs. C'est ainsi par exemple que les pôles stratégiques des conflits entre la France et les Etats-Unis en Afrique se sont déplacés successivement au Rwanda, au Burundi, au Zaïre, au Congo. Aujourd'hui tous les acteurs sont aux prises en même temps sur de multiples fronts simulta-

Alors que, jusqu'ici l'Afrique ou le Moyen-Orient étaient considérées comme des territoires de "chasse gardée" ou de règlements de compte réservées aux grandes puissances, une multitude d'Etats affichent ouvertement leurs prétentions impérialistes et entrent à leur tour dans la danse. Non seulement l'effondrement de la politique de blocs leur a permis de faire monter les enchères vis-à-vis des grandes puissances, contribuant notablement à accroître l'instabilité des alliances impérialistes, mais les échecs enregistrés par l'Oncle Sam lui-même, face à des Etats comme Israël, ou le Pakistan, ont constitué un puissant encouragement à défier les grandes puissances et à faire cavalier seul pour assurer la défense leurs propres intérêts.

Les Etats-Unis eux-mêmes dont les

intérêts s'opposent à cette dynamique du "chacun pour soi" dont ils sont la cible principale sont entraînés dans la même logique. Leur riposte était une nécessité. C'était seulement à travers la vigueur et la rapidité de leur intervention qui réaffirmait leur suprématie écrasante dans le domaine militaire respecter comme gendarmes du monde. Le fait nouveau, c'est que l'administration Clinton n'a même pas pris la peine de "consulter" l'ONU, ni de prévenir aucune autre grande puissance avant ses frappes. Mais les résultats de cette intervention musclée a tôt fait de se retourner contre eux et de renforcer leur isolement. Non seulement ils se sont mis à dos la totalité des pays arabes, mais le soi-disant soutien des grandes puissances européennes ressemble celui de la corde qui soutient le pendu. Outre les "réserves" ouvertement exprimées à cor et à cri par la France, le communiqué de Kohl qui "condamne avec détermination toute forme de terrorisme" s'empresse d'ajouter qu'on "ne peut s'y opposer que par une action solidaire de tous les Etats", ce qui est précisément un désaveu à peine voilé

de la méthode américaine. Quant au seul "soutien total" affiché, celui de la Grande-Bretagne, il était assorti deux jours plus tard d'une belle peau de banane: c'est de Londres (asile de prédilection des "terroristes islamistes") que s'échappait la "rumeur" que l'usine totalement détruite au Soudan par les bombes américaines, était une inoffensive fabrique de produits antibiotiques et nullement un lieu de confection d'armes chimiques.

Ainsi, à tous les niveaux, ces événements sont le produit d'une dissémination du "chacun pour soi" dans les rapports inter-impérialistes.

La survie du capitalisme enfonce l'humanité dans toujours plus de chaos et de barbarie

Tous les moyens sont bons pour chaque puissance impérialiste afin de défendre ses intérêts, derrière la diversité des moyens mis en oeuvre, en fonction de ses forces. Ainsi, alors que les Etats-Unis sont capables d'envoyer simultanément dans deux directions différentes des missiles d'une portée de 1 600 kilomètres et d'une précision diabolique sur la cible, produits de la technologie meurtrière la plus sophistiquée, on voit Kabila exhorter la population à ressortir les arcs et les flèches, quand ce ne sont pas les couteaux et les machettes comme naguère au Rwanda, pour les mobiliser au combat.

Au moment où l'ex-Zaïre s'enlise dans une mêlée générale sans issue, bien pire qu'au Liban ou dans l'ex-Yougoslavie, sans retour en arrière possible, il n'est pas question d'une quelconque stabilisation du chaos dans les zones embrasées. Il n'est pas possible de miser sur une quelconque "bonne volonté" des Etats (la fameuse "communauté internationale" qui n'est qu'un mythe) pour freiner ce chaos car ce sont précisément eux qui l'attisent. Chaque fois qu'ils interviennent, ce n'est pas, contrairement à ce qu'ils prétendent, pour "instaurer la paix" et "aider aux respects des droits de l'homme et à la démocratie", mais plus que jamais pour défendre leurs sordides intérêts impérialistes. Ainsi, par exemple, les gesticulations "humanitaires" comme celles de la France au Soudan récemment, ne servent que de prétexte pour dépêcher sur place davantage de moyens militaires en vue de soutenir la junte militaroislamiste au pouvoir au Soudan menacée par une rébellion soutenue par l'Ouganda, l'alliée des Etats-Unis dans cette région. Pour cela, elle exploite cyniquement la souffrance de 2 millions et demi d'être humains chassés par la guerre, véritables otages qui meurent de famine à petit feu dans le

Le capitalisme n'offre pas d'autre perspective qu'une fuite en avant dans le militarisme, la barbarie et le chaos. Ce sont encore une fois les populations qui vont payer au prix de leur vie la terreur d'Etat et l'horreur du capitalisme en décomposition. Ce chaos continuera à se déchaîner tant que le prolétariat n'aura pas posé pratiquement, à travers ses luttes de classe, la véritable alternative pour toute l'humanité: socialisme ou barbarie.

CA (27 août)

Lisez notre brochure :



4

INONDATIONS EN CHINE

Une catastrophe "naturelle" ?

Les inondations du fleuve Yang-tseu touchaient, à la mi-août, 240 millions de personnes et recouvraient 21 millions de terres arables - soit près de la moitié de la superficie de la France et 7 fois en importance la crue de 1954. Bien que les récentes inondations soient d'évidence infiniment plus lourdes de conséquences que les dernières (qui avaient fait plus de 30 000 morts et des millions de sans-abri), les autorités chinoises n'hésitent pas à falsifier grossièrement les statistiques concernant les victimes d'aujourd'hui, en ne reconnaissant que 3500 morts!

Comme toujours, pour la bourgeoisie, l'explication du drame humain (qui n'est un souci que parce qu'il lui coûte de l'argent) reste d'une platitude affligeante: "catastrophe naturelle"!

Pour les marxistes, au contraire, le véritable responsable désigné des événements meurtriers n'est autre que le système capitaliste.

On peut rappeler par exemple, que lors des inondations du Pô de l'automne 1951 en Italie, Bordiga (1) constatait déjà que "plus (le monde capitaliste) se développe, et plus les conditions de vie de la masse humaine face aux cataclysmes naturels et historiques empirent". De même: "le haut capitalisme ultramoderne a fait plusieurs pas en arrière dans la lutte de défense face aux agressions des forces naturelles contre l'espèce humaine, au point de renverser l'avantage qui lui venait du progrès de

la science théorique et appliquée; et les raisons en sont strictement sociales et de classe".

aurait fallu contenir par des aménagements multiples les eaux limoneuses, le capital a tout arraché sur son passage,

Avant l'ère de développement du capitalisme, l'homme avait en effet le souci premier de tenir compte des contraintes du milieu. A la lumière des connaissances du moment, tout était mis en oeuvre pour valoriser le territoire agricole en respectant le travail humain accumulé au cours de l'histoire. Ainsi, Bordiga rappelait que depuis la nuit des temps: "toutes les basses plaines italiennes connaissaient les travaux classiques de colmatage". Il en allait de même en Chine, avec la canalisation, l'usage de digues, de diguettes et de bassins conduisant à une savante distribution des eaux.

Mais avec l'avènement du capitalisme (et a fortiori pendant sa période de déclin), le profit a relégué partout à l'arrière plan les contraintes de cet équilibre "classique". En effet, "ce système (classique) fut trouvé trop lent pour les exigences de l'investissement des capitaux". L'objectif primordial devenant la rentabilité, les réseaux anciens de canaux étaient laissés à l'abandon. La surexploitation des sols a vite conduit à la construction de digues modernes, gigantesques et coûteuses. Ces dernières devaient être en permanence surélevées, du fait de l'élévation constante du lit du fleuve par le dépôt de limons successifs. C'est pourquoi les ruptures de digues sont devenues de plus en plus catastrophiques. Là où il aurait fallu contenir par des aménagements multiples les eaux limoneuses, le capital a tout arraché sur son passage, contribuant de façon accélérée à l'appauvrissement des sols et à l'insécurité des habitants.

Ce que Bordiga a écrit sur le sujet, il y a 47 ans, reste valable aujourd'hui pour analyser ce qui se passe actuellement en Chine.

Dans cette dernière, le régime de Mao Zedong a poussé à son comble les aberrations du capitalisme décadent. Au nom du "communisme", le capitalisme d'Etat Chinois a cherché lui aussi des profits en gagnant des terres cultivables sur les espaces traditionnellement assignés aux débordements du fleuve. En y intégrant de vastes complexes industriels, il a également laissé périr un système bimillénaire de contrôle autoritaire mais relativement efficace des eaux. Ses travaux pharaoniques de digues de terrassement et de barrages ont épuisé et anéanti des millions de paysans, sans pour autant protéger les campagnes. Plus récemment, pour des raisons purement économiques, et dans la droite lignée des exactions du grand timonier, la déforestation massive a entraîné une érosion des sols comme jamais auparavant. La surexploitation de ces derniers a conduit de surcroît à réduire toutes les défenses naturelles et à déchaîner les éléments de façon apo-

Mais le plus ignoble, c'est que dans la lutte désespérée contre la crue, la bourgeoisie fait encore le choix de défendre en priorité ses propres intérêts au détriment des populations. Ainsi, pour protéger le bastion industriel de Wuhan, elle n'a pas hésité à dynamiter des digues en amont pour inonder les campagnes moins rentables, au mépris de la vie des paysans et villageois.

Les perspectives sont très sombres : outre les nombreuses victimes et les rizières englouties, les désastres écologiques, la famine et les épidémies commencent à se propager. Des résistances de paysans désespérés, notamment par la perte du peu qu'ils pouvaient posséder, annoncent un accroissement du chaos social...

La banalisation de ces événements dramatiques, leur accumulation (on se souvient des inondations gigantesques du Mississippi l'an dernier aux Etats-Unis), sont une expression typique de la période de décomposition du système capitaliste.

Cette nouvelle catastrophe d'ampleur, parmi toutes celles qui s'accumulent au quotidien, montre l'urgence de le détruire et la nécessité de son remplacement pas une société authentiquement communiste : une société enfin capable de se donner les moyens de maîtriser les forces de la nature, pour satisfaire les besoins humains.

W/Véro (23 août)

(1) Battaglia Comunista n° 23, repris dans le livre Espèce Humaine et croûte terrestre, Payot, 1978.

contradictions de fond reprennent leurs

DEBAT PUBLIC AVEC LA CWO

(SUITE DE LA PAGE 6)

parlions de l'ouverture d'une période révolutionnaire. Il est vrai que, dans le passé, nous avons utilisé l'expression "cours vers la révolution", que nous avons modifiée publiquement, pour éviter toute impression que la révolution serait inévitable, ou que nous serions déjà dans une période révolutionnaire. En fait, une telle période (comme celle de 1917-21) n'est pas la même chose qu'une période de luttes de classe croissante. Cette dernière peut contenir la possibilité de la révolution, mais il n'y a pas de garantie d'une telle issue : le prolétariat peut être défait avant d'être capable de hisser son combat à un tel niveau. Il y avait aussi une incompréhension similaire, probablement liée à la première, de l'analyse que le CCI faisait des années 80 comme étant les "années de vérité". Lorsque nous utilisions cette expression au début de la décennie, nous ne prédisions pas qu'une révolution éclaterait dans les années 80. Nous voulions dire que le dilemme fondamental auquel est confrontée la société serait mis à nu par des développements décisifs sur les plans des rivalités impérialistes et de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie.

La CWO a pour sa part insisté sur le danger de schématisme et souligné la nécessité de vérifier le cadre d'analyse à la lumière des événements réels. Nous ne pouvons qu'être d'accord. Mais il est aussi nécessaire d'éviter le danger opposé, l'approche empiriste, qui tire des leçons d'événements immédiats sans cadre théorique d'ensemble. Ce danger guette en effet la CWO qui nie la possibilité de tracer de grandes perspectives historiques, au moins dans la période actuelle et ne se place pas du point de vue d'une analyse globale du cours historique. Le marxisme a toujours insisté sur la nécessité d'appréhender l'évolution du rapport de forces entre les classes. De tous temps, les révolutionnaires ont toujours cherché à comprendre et analyser la période dans laquelle ils vivaient afin de donner une direction à leur action politique. Qu'il s'agisse de Marx et Engels, de Lénine, de Rosa Luxembourg et des Spartakistes, de la Gauche italienne ou de la Gauche Communiste de France, tous les révolutionnaires et leurs organisations n'ont jamais pu fonder une statégie politique que sur une claire intelligence du mouvement réel qui se déroulait sous leurs yeux et de ses tendances générales. Sans réelle conception du cours historique, il devient impossible de tracer des perspectives claires à l'activité révolutionnaire.

Nous pensons que le rejet apparent par la CWO de la possibilité d'anticiper le cours général des événements exprime un rejet ou une incompréhension du travail accompli dans ce domaine vital par les marxistes tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier. C'est pour cette raison que, à la fin de la réunion publique, nous avons invité ces camarades à approfondir la façon dont les révolutionnaires ont posé le problème du cours historique dans le passé, et, ainsi, mettre leurs propres positions dans le cadre de la tradition marxiste. D'autres questions ont été également

abordées, dont celle sur la période de décomposition avec laquelle la CWO est en désaccord. Mais le niveau de débat atteint à cette réunion de mai ouvre un réel espoir que la confrontation politique entre groupes révolutionnaires puisse aboutir à une clarification pour l'ensemble du milieu prolétarien.

D'après Internationalisme n°243, organe du CCI en Belgique

C'EST LE CAPITALISME MONDIAL QUI EST EN FAILLITE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)
mentaires importées qui représentent
plus de la moitié de celles consommées
en Russie.

L'Amérique latine également au bord du gouffre

Les médias ont beau s'époumoner à répéter que, passé l'actuel vent de panique boursière, les conséquences pour l'économie réelle au niveau international seront minimes, elles ne font que chercher à se rassurer elles-mêmes et surtout à cacher à la classe ouvrière la gravité de la crise mondiale. D'abord, ce sont tous les créanciers de la Russie qui sont à nouveau sévèrement mis à mal. Près de 75 milliards de dollars ont été prêtés à la Russie par des banques occidentales, les bons du Trésor qu'elles détiennent ont déjà perdu 70% de leur valeur et la Russie a interrompu tout remboursement pour ceux libellés occidentale redoute qu'à leur tour les autres pays d'Europe de l'Est connaissent les mêmes avatars. Il y a de quoi : la Pologne, la Hongrie et la République tchèque représentent ensemble 18 fois plus d'investissements occidentaux que

Mais ce n'est pas encore là la seule dimension du problème. Il est vrai que la dette russe est relativement limitée à côté des crédits accordés en Asie ou dans d'autres régions du monde. Et d'ailleurs, une autre menace se précise, celle de voir s'étendre la crise financière à l'Amérique latine: les risques de dévaluation au Venezuela, la violente baisse des prix des matières premières depuis la crise asiatique qui touche les pays sud-américains avec encore plus d'ampleur qu'en Russie, et une dette extérieure phénoménale (le

déficit public du Brésil, le 7eme PIB mondial, est bien supérieur à celui de la Russie) font de l'Amérique latine une bombe à retardement qui menace d'ajouter ses effets destructeurs à ceux des marasmes asiatiques et russes.

Mais si la Russie n'est finalement qu'un "petit débiteur" du monde au regard d'autres régions, sa situation géopolitique, le fait qu'elle constitue, en pleine Europe, un champ miné d'armes nucléaire et la menace de plongée dans le chaos provoquée par la crise économique et politique, tout cela donne une gravité particulière à la situation dans ce pays. Qu'ils le veuillent ou non, et même sans la moindre illusion sur la possibilité de redresser la situation économique, les pays développés sont contraints de continuer d'aider la Russie à fonds perdus. Cela aussi c'est un coût qui ne peut que peser de plus en plus lourd sur le système financier.

La faillite du capitalisme

Il n'y a encore pas si longtemps, le terme de "pays émergents" faisait trembler d'excitation les capitalistes du monde entier qui, dans un marché monsaturé. recherchaient désespérement de nouveaux terrains d'accumulation pour leurs capitaux. Il était la tarte à la crème de tous les idéologues aux ordres qui nous les présentaient comme la preuve même de l'éternelle jeunesse du capitalisme qui était en train de trouver dans ces territoires son "second souffle". Aujourd'hui le terme évoque immédiatement la panique boursière, et la crainte qu'une nouvelle "crise" ne vienne s'abattre dans les pays centraux en provenance de quelque région "lointaine". Qui sera le prochain? Hong-Kong et la Chine? Le Brésil?

Mais la crise ne vient pas de là-bas en particulier. Elle n'est pas une crise de "pays jeunes", mais une crise de sénilité, celle d'un système entré en décadence il y a plus de 80 ans et qui se heurte depuis lors sans cesse aux mêmes insolubles contradictions: l'impossibilité de trouver toujours plus de débouchés solvables pour les marchandises produites, afin d'assurer la poursuite de l'accumulation du capital. Deux guerres mondiales, des phases de crise ouvertes destructrices, dont celle que nous vivons depuis trente ans, en ont été le prix. Pour "tenir", le système n'a cessé de tricher avec ses propres lois. Et la principale de ces tricheries, c'est la fuite en avant dans un endettement de plus en plus faramineux.

L'absurdité de la situation en Russie où les banques et l'Etat ne "tenaient bon" qu'au prix de plus en plus insupportable d'une dette exponentielle qui les contraignait à s'endetter toujours plus, rien que pour payer les intérêts de ces dettes accumulées, cette folie là n'est nullement "russe". C'est le système financier mondial qui se maintient en vie depuis des decennies au prix de la même fuite en avant délirante, parce que c'est la seule réponse qu'il ait à ses contradictions, parce que c'est le seul moyen de créer articifiellement de nouveaux marchés pour les capitaux et les marchandises. C'est le système tout entier qui est mondialement bâti sur un énorme château de cartes de plus en plus fragilisé. Les prêts et investissements massifs vers les pays "émergents", eux-mêmes financés par d'autres prêts, n'ont été qu'un moyen de reporter la crise du système et ses contradictions explosives du centre vers la périphérie.

Et lorqu'il faut payer la note, lorsque le fragile système financier craque, les droits : c'est la plongée dans la récession, l'explosion du chômage, les faillites en série d'entreprises et de secteurs industriels, le retour de l'inflation. Et cela n'est nullement l'apanage des pays émergents. L'heure de la recession a sonné dans les pays centraux du capitalisme. Les pays les plus endettés du monde ne sont d'ailleurs ni la Russie, ni le Brésil, mais appartiennent au coeur le plus développé du capitalisme, à commencer par le premier d'entre eux, les Etats-Unis. Le Japon est maintenant entré officiellement en récession après deux trimestres de croissance négative. La Grande-Bretagne, qui était présentée comme un modèle il n'y a pas si longtemps, aux côtés des Etats-Unis, de "dynamisme" économique, est contrainte devant la poussée des menaces inflationnistes, de prévoir un "refroidissement de l'économie" et une "hausse rapide du chômage" (Libération du 13/ multiplient déjà dans l'industrie (100 000 suppressions d'emplois sur

La perspective de l'économie capitaliste mondiale, c'est l'Asie qui nous la présente. Alors que les plans de sauvetage et d'assainissement étaient censés donner une nouvelle vigueur à ces pays, on voit au contraire s'y installer la récession, et s'y former des poches humaines de misère et de famines.

1,8 millions sont prévus dans les indus-

tries mécaniques dans les 18 prochains

Le capitalisme n'a pas de solution à sa crise et celle-ci n'a pas de limite au sein du système. C'est pourquoi la seule solution à la barbarie et à la misère qu'il impose à l'humanité, c'est son renversement par la classe ouvrière.

PE (29 août)

Débat public avec la CWO sur mai 68 : Un renforcement du milieu prolétarien

Au mois de mai dernier, la CWO et le CCI ont tenu une réunion publique commune sur Mai 68 et sa signification. Il s'est agi là d'un pas de plus dans le rapprochement entre les groupes de la Gauche communiste et d'un événement qui vient renforcer la présence des révolutionnaires. Que ce soit à l'occasion de la conférence de Moscou sur l'héritage de Trotski (voir notre Revue Internationale n°92), aux réunions de Radical Chains and Critic à Londres et en particulier à la réunion publique commune de novembre dernier sur la révolution d'Octobre (voir RI n°275), les deux organisations ont montré un mûrissement de leurs liens, une volonté et une capacité croissantes à mener une défense commune du camp prolétarien. Ce processus, en bousculant de vieilles habitudes sectaires, ne peut qu'offrir un exemple positif au milieu révolutionnaire dans son ensemble.

Il faut souligner qu'alors que la CWO avait à l'origine prévu de tenir sa propre réunion publique de Londres le même jour, elle l'a annulée en étant informée que nous en organisions déjà une. Ses militants ont donc assisté à notre réunion, accompagnés de quelques sympathisants de leur organisation. Il fallut encore noter que la mentalité de "compter les points", qui avait souvent entravé les débats entre nos organisations, était totalement absente, manifestant une réelle volonté de clarifier les questions dans un esprit fraternel.

L'exposé du CCI a récapitulé les grandes lignes de notre analyse des événements de Mai 68 (sur ce point, lire notre Revue Internationale n°93 et RI n°280). Dénonçant les mystifications des médias bourgeois, nous avons insisté sur le fait que Mai 68 n'était pas une révolte étudiante, mais une explosion massive de la classe ouvrière, en fait un événement de portée historique. qui a marqué la fin de décennies de contre-révolution et un nouveau réveil de la lutte de classe internationale. Il s'agissait en fait d'une réaction significative de la classe ouvrière marquant la fin de la période de reconstruction de l'après-guerre et la réémergence de la crise économique du capitalisme. Nous avons montré d'autre part que les obstacles principaux à ce mouvement avaient été les syndicats, qui firent tout pour maintenir les ouvriers en lutte isolés les uns des autres et pour dévoyer le mouvement vers des buts fallacieux, et les pseudo-révolutionnaires de l'extrêmegauche, qui ont fait tout leur possible pour entraver la réflexion dans les rangs ouvriers. Malgré cela, les événements ont laissé un héritage important, dont le moindre n'est pas l'apparition d'une nouvelle génération d'organisations révolutionnaires.

La question du cours historique

Dans sa réponse, la CWO a déclaré qu'il y avait beaucoup de points d'accord importants sur la signification de ces événements : sur Mai 68 comme expression de la lutte de classe dont la force motrice était la réapparition de la crise économique, sur le fait que les syndicats et la gauche étaient les principaux ennemis du mouvement, sur le fait que Mai 68 avait inauguré une série de confrontations de classe majeures (Italie 1969, Pologne 1970, Grande-Bretagne 1972, etc.). Enfin, la CWO, tout comme le CCI, a reconnu devoir

son existence à ce resurgissement du prolétariat qui ouvrait la voie à des conflits de classe massifs, dont l'issue était déterminante pour l'avenir de l'humanité: régression vers la barbarie ou progression vers la révolution et le communisme.

Mais, pour la CWO, si la période de luttes ouverte par Mai 68 avait effectivement permis de grands espoirs d'un mouvement de classe croissant et de capacités d'influence de ce mouvement augmentées pour les révolutionnaires, trente ans plus tard, on ne peut plus maintenir que nous sommes dans une période de résurgence de la classe. Depuis la défaite ouvrière de Pologne en 1981, et surtout depuis la grève des mineurs en Grande-Bretagne en 1985, caractérisée comme "la dernière chance" de cette période, la classe ouvrière est en retrait. En ce sens, Mai 68 n'aurait pas mis fin à la domination de la contrerévolution. L'approche du CCI serait schématique, nous chercherions à faire coller la réalité à notre théorie préconçue du cours historique. Nous serions actuellement dans une période

sans précédent, dans laquelle il ne serait plus possible de faire de "grandes projections historiques". Cela n'excluerait pas la possibilité de surgissements révolutionnaires, mais de tels moments seraient limités dans le temps et sans prévision possible.

Un débat fructueux pour le milieu révolutionnaire

Il était évident pour les deux organisations que cette réunion n'allait pas résoudre ces divergences, ni même permettre de les discuter en détail. Gependant, cette discussion était très importante parce qu'elle a montré le besoin de discuter de réelles divergences en dehors de toute incompréhension sur les termes et les définitions utilisés par les deux organisations. En particulier, le CCI a essayé de montrer que la CWO n'avait pas compris ce que nous voulions dire en affirmant que Mai 68 avait ouvert un cours historique vers des confrontations de classe. La CWO semblait comprendre cela comme si nous

(SUITE PAGE 5)

PERSPECTIVE INTERNATIONALISTE, LES "AMIS DE JJ"

Le front du parasitisme contre la Gauche communiste

Fin juin, le groupe Perspective Internationaliste (PI) a tenu une réunion publique à Paris. Une délégation de nos militants fut chargée d'aller intervenir dans cette réunion afin d'y défendre nos positions. Une fois dans la salle, il nous a été signifié que nous n'étions pas invités, et que la personne de PI qui avait donné le tract d'invitation à nos camarades avait commis une erreur. On nous a demandé de sortir. Avant d'obtempérer à cette injonction, nos militants ont mis en évidence la contradiction qu'il y avait à se revendiquer de la "libre discussion" et d'en interdire l'accès à la principale organisation de la Gauche communiste - même si PI pense qu'elle est en dégénéres-

Pour nos lecteurs qui ne connaîtraient pas PI, rappelons brièvement l'origine de ce groupe qui s'est d'abord appelé Fraction Externe du CCI (FECCI). Il a été constitué par des ex-militants de notre organisation après qu'ils eurent shandonné en 1985 un débat interne en plein congrès international et, dans la foulée, le CCI (1). Comme l'indiquait sa première dénomination, ce groupe avait l'ambition de défendre la plate-forme du CCI contre la supposée dégénérescence de notre organisation. Depuis, il a abandonné son nom et notre plateforme et il n'hésite pas à participer à tous les dénigrements et mensonges contre le CCI. C'est le type même du groupe parasite tel que nous l'avons déjà mis en évidence, ne présentant, en dépit de son appellation, aucune perspective ou alternative à la classe ouvrière et qui ne vit, ou ne survit, que de la caricature de nos positions et du dénigrement des organisations révolutionnaires.

Cette réunion ne justifierait pas un nouvel article de notre part, alors que

nous en avons déjà publié un à l'occasion de la précédente réunion de PI à Paris (2), si ce n'était cette fois le positionnement d'une partie de la petite assistance qu'il s'agit de dénoncer. En effet, cette dernière a appuyé l'attitude de PI avec pour toute argumentation des calomnies contre notre organisation présentée comme une secte, et contre nos militants traités de fous et de paranoïaques. Nous avons déjà dû, dans notre presse, dénoncer l'attitude destructrice de ces éléments qui ne sont autres que d'anciens militants du CCI liés à un individu, JJ, exclu de nos rangs pour "attitudes indignes d'un militant communiste". Il s'est avéré par la suite que ce personnage était un élément trouble qui avait constitué secrètement, au sein de notre organisation, un réseau d'intérêt pour l'ésotérisme (3). Parmi ces amis de JJ, figurait notamment l'exmilitant RV qui s'est illustré il y a un an par la rédaction d'un texte calomnieux envers le CCI (4).

Quelle est la signification de ce soutien des amis de JJ à notre interdiction de parole à une réunion politique? Il s'agit de la convergence naturelle de groupes d'individus dont le rapprochement a pour base fondamentale une attitude parasitaire vis-à-vis du milieu politique prolétarien et du CCI en particulier. PI ne s'était jusqu'alors pas encore aventuré aussi loin dans la nuisance que les amis de JJ. mais aujourd'hui on voit clairement qu'il s'engage dans leur sillage. C'est ce dont témoigne un article paru dans le dernier numéro de la revue de PI destiné à justifier notre exclusion de ses rénnions publiques. Tout en refaisant l'histoire du CCI à coups de grossiers mensonges et de quelques oublis, en particulier concernant les conditions de la rupture opérée par la FECCI, celui-ci reprend à son compte les calomnies à l'encontre de notre organisation colportées par les amis de JJ.

Dans l'article en question l'argument "politique" donné à notre exclusion est que le CCI est dégénérescent et "qu'on chercherait en vain une quelconque contribution sérieuse à l'approfondissement de la théorie révolutionnaire dans les publications du CCI des douze dernières années, on y chercherait en vain une quelconque trace de débat, un quelconque point de vue divergent, un quelconque signe de discussion théorique animée à ses congrès (...). Si le CCI n'a plus rien à apporter en ce sens, qu'il se retire". Bref, que le CCI disparaisse! Arrêtons-nous juste un instant là-dessus. Les propos de PI gagneraient à être moins outranciers car la "comparaison" n'est vraiment pas à son avantage. Là où le CCI était capable de rédiger des Thèses sur l'effondrement du bloc de l'Est dès septembre 1989 (5), il a fallu plus de deux ans pour que PI reconnaisse - nous ne disons pas comprenne la réalité même de cet événement. Là où le CCI annoncait depuis plusieurs années la faillite à venir des pays asiatiques (6), sur la base de l'explication marxiste de la crise historique du capitalisme, PI prenait appui sur "l'entrée dans les rangs du monde industrialisé [de l'Asie]" pour rejeter le concept de décadence du capitalisme et apportait ainsi sa petite contribution aux campagnes de la bourgeoisie sur les modèles asiatiques, les Dragons et autres Ti-

Quant aux dispositions pratiques que se donne PI pour exclure le CCI des réunions qu'il organise, elles sont aussi grossières qu'hypocrites. De "publiques" l'appellation de ces réunions devient "de discussion", mais celles-ci demeurent annoncées publiquement (notamment au moyen d'un tract diffusé à la dernière fête de Lutte Ouvrière) et quiconque s'y rend peut y participer, sauf

évidemment le CCI puisqu'il n'a pas été invité!

Serions-nous à notre tour en train de calomnier PI en le traitant une nouvelle fois de parasite?

Imaginons un seul instant que les membres de PI aient une véritable volonté militante de clarification politique et de regroupement, et non d'attaque parasitaire, "face à un CCI dégénérescent". Au lieu d'interdire le CCI à ses réunions, au lieu de s'interdire de venir aux réunions publiques du CCI annoncées dans sa presse - où tout le monde peut s'exprimer -, ils auraient, conformément à la tradition historique des fractions de gauche des partis de la classe ouvrière, la démarche d'essayer de sauver ce qui peut l'être sur les plans politique, organisationnel et militant d'une organisation qui n'en reste pas moins la plus importante au niveau international en terme de forces et de volonté militantes. Ils ne fuiraient pas non plus la confrontation politique sur la question de leur nature parasitaire, comme le CCI la caractérise ouvertement et publiquement, interressé qu'il est à la défense du milieu politique prolétarien comme un tout et non de sa propre chapelle.

PI ne se pose pas ce genre de question, pourtant fondamentale. Par contre, elle pense nécessaire de réfuter que ses réunions tiennent plus du cénacle ou du cercle d'amis que de lieu de discussion et confrontation politiques. Elle en donne une illustration en citant l'exemple d'une rixe intervenue entre deux de ses sympathisants lors de sa dernière réunion à Paris. Elle la condamne, bien sûr, mais néanmoins estime qu'elle est significative que les débats qu'elle anime ne sont pas à fleurets mouchetés. Ce que cela illustre en réalité, c'est la con-

fusion totale qui existe chez PI entre ce qui participe de la démarche du militantisme révolutionnaire et ce qui n'est qu'une discussion de cénacle ou familiale irresponsable. La première exige la confrontation intransigeante des points de vue politiques qui ne peut souffrir d'aucune restriction ou dénaturation, car elle est une condition du renforcement du combat de la classe ouvrière et du développement de son avant garde. La seconde peut aisément passer de la courtoisie intellectualiste à la chamaillerie ou au pugilat, tout en écartant les gêneurs.

Lorsque PI en vient aujourd'hui à faire cause commune avec les amis de JJ, qu'importe pour elle si cet individu à eu une activité explicite de nuisance et de destruction au sein d'une organisation révolutionnaire, en employant pour cela les pires méthodes. Qu'elle appelle notre organisation à "se retirer", qu'elle légitime des actes de brigandage, comme du vol de matériel, qui ont eu lieu par le passé à l'encontre du CCI, en les "comprenant", tout cela fait partie de la petite contribution qu'elle apporte au combat de la classe ennemie, et à ses campagnes contre la tradition politique, militante et organisationnelle de la Gauche communiste.

RI.

(1) Sur les origines de la FECCI et son activité parasitaire consulter nos articles de la Revue Internationale N° 45, 64 et 70.

(2). "La phobie des parasites envers la confrontation politique" dans *Révolution Internationale* n° 273.

(3) Voir notre brochure *La prétendue para-noïa du CCI* Tome II.

(4) Voir notre brochure La prétendue paranoïa du CCI Tome I.

(5) Cf. Revue Internationale n° 60.

(6) Cf. Revue Internationale n° 81, 82, 87, 90, 92.

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258 Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIOUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York

N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106,

10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549 1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, London WCI N 3XX -GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 2216 CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600 Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNISTINTERNATIONALIST

(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENTSIMPLE

(12 numéros du journal) : FRANCE : 100 F- ETRANGER : 100 F- PAR AVION : 120 F

ABONNEMENTSIMPLE

(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F -PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

-RI: abonnement à 3: 240 F, à 5: 400 F. -Revue internationale: abonnement à 2: 145 F, à 3: 250 F. Ecrivez-nous pour mettre au point

d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI -

CCP523544Y-Rouen, à adresser

à la boîte postale de RI:

R I - Mail Boxes 153 108, rue Damremont 75018 PARIS

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.

Alors que dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

RÉUNIONS PUBLIQUES

FASCISME ET ANTIFASCISME

Deux armes de la bourgeoisie pour embrigader le prolétariat dans la 2e guerre mondiale

LYON: le samedi 5 septembre à 15h C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 19 septembre à 20h30

Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 19 septembre à 15 h Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS: le samedi 19 septembre-à 17 h, 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 25 septembre à 21 h.

Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourguette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 12 septembre à 15 h 9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

C'est encore avec de faibles forces que les révolu-

tionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques.

C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs,

tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la

diffusion de nos publications, comme certains nous

l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent

disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes-

rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les

rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les

LILLE

Permanence le samedi 26 septembre(et non pas le 19 comme annoncé dans le n° précédent) à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 20 septembre de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des Sarrazins et le dimanche 6 septembre, à l'occasion de la Braderie de Lille, rue Gosselet, à l'angle de l'avenue JB Lebas

LYON

Permanence le samedi 5 septembre de 18h à 21h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxc-Gambetta, le 3° vendredi du mois de 17h15 à 18h15.

MARSEILLI

Vente de la presse les samedis 12 septembre et 10 octobre, de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 19 septembre à 18h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 5 septembre et 4 octobre, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy. En août, rendezvous entre 18h et 18h30 devant le café-tabac du métro Pte de Choisy.

Vente de la presse au marché de St-Denis (M° St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 6 septembre et 4 octobre de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence les vendredis 11 septembre et 9 octobre à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 6 et 20 septembre, de 10h30 à 12h, au marché aux Puces (place St-Sernin) et le dimanche 13 septembre de 11h à 12h30 au marché aux

TOURS

APPEL AUX LECTEURS

légumes (Jeanne-d'Arc.)

Permanence (le samedi 12 septembre à 18h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Vente de la presse le deuxième samedi du mois de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-Des-Corps, place de la Mairic.

difficultés auxquelles se heurte le prolétariat au-

jourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse

soit déposée dans les librairies ou dans les kios-

ques, et il est souhaitable que toutes les énergies se

mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la

Nous profitons 'egale ment de l'occasion pour renou-

veler nos appels à ce que des critiques ou commen-

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme

(15 F+frais d'envoi : France 8F/Etranger 18F). Les syndicats contre la classe

ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F +8 F/18F) Le trotskysme contre la classe

ouvrière (30 F + 8 F/18F)
Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et

conscience de classe (25 F + 8 F/18F)
L'Etat dans la période de transi-

(20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie (80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise (120 F + 21 F) 33F)

L'effondrement du stalinisme (20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F) Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière

La prétendue "paranoïa" du CCI (tomes I et II) (25 Fet 40F + 8 F/18F)

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International Revue Internationale/ 94

3eme trimestre 1998

15ff / 100 fb

Editorial

FACE À LA MISÈRE ET À LA BARBARIE, UNE SEULE RÉPONSE, LA LUTTE INTERNATIONALE DU PROLÉTARIAT

Euro L'AIGUISEMENT DES RIVALITÉS CAPITALISTES 13è Congrès de RI RÉSOLUTION SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

Chine, maillon de l'impérialisme mondial III LE MAOÏSME, UN REJETON MONSTRUEUX DU CAPITALISME DÉCADENT

Le communisme n'est pas un bel idéal, il est à l'ordre du jour de l'histoire, IV LA PLATE-FORME

DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Débats entre groupes "bordiguistes"

MARXISME ET MYSTICISME

Construction de l'organisation révolutionnaire

THÈSES SUR LE PARASITISME

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention. Vos contributions sont les bienvenues au compte de RI à notre C.C.P. 523544Y - Rouen ou peuvent être données lors de nos interventions.

Souscriptions

D (Rouen): 65. Lille: Permanence du 19 juin: H: 350; YK: 10; R: 20. Paris: Permanence du 27 juin:

Goupil: 150; AL: 100.

Permanence du 11 juillet:

taires nous parviennent.

Goupil: 135.

e du 27 juin : Abou 100. Perm uillet : Chris

Er.: 200; Chr: 50; Da.: 50; R.: 13. Permanence du 17 juillet: Aboulafia: 100; Bertrand: 161. Permanence du 7 août: Chris: 100; Er: 185.

Toulouse: Permanence du 22 mai:

Total: 1624

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS: Contactrue Lepneveu

BESANCON: Les sandales d'Empédocle-95. Grande Rue.

Catherine.

BREST: Maison de la
Presse - 64, rue Jean-

BORDEAUX : Le

Roi Lire - rue Ste-

CLERMONT-Fd: Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE: Maison de la Presse - 102, Grande-Rue. DUNKERQUE: Maison de la Presse - 34, rue

Poincaré.

GRENOBLE: Le Sphynx - 6, rue Brocherie. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent.

LAVAL: Point presse - Centre Cial La-Mayenne.

LE HAVRE: Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales. LILLE: Galerie- 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo -C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.

LYON: La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7°). La Proue - 15, rue Childebert (2°).

MARSEILLE: Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1°). MARTIGUES: Librairie Bellevue - 5, Bd Degut. MELUN: La Porte

Ouverte -19, rue du G^{al}-de-Gaulle.

MONTAUBAN: Maison

de la Presse - rue de la République. MONTPELLIER :

MONTPELLIER: Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud. NANTES: Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Lanoë - 2, rue de Verdun. Librairie des Boulevards - 20, bd des Anglais.

NICE: Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

ORLEANS: Temps Modernes - rue N-D-dela-Délivrance. SAINT-ETIENNE: Librairie de Paris - rue Michel-Rondet. Utopiarue Pierre-Berard.

PARIS: L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14°).

Tunis (20°). Le Point du

jour - 58, rue Gay-Lussac

La Brèche - 9, rue de

rue Pierre-Berard.

SAINT-NAZAIRE: Le

Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès.

TOULON: Hall de Presse - bd M^{al}-Leclerc.

TOULOUSE: Toulouse Presse - 60, rue Bayard. FNAC- 81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P. Imprimerie Expressions - 9, cité Beauharnais 75011. Directeur de la publication : D. Van Celst. No de Commission paritaire : 54267

HISTOIRE DU PCF (VII)

UN PARTI STALINIEN MODÈLE (1956-1967)

Dans le précédent article de cette série, nous avons rappelé comment le PCF fut, pendant toute la période de guerre froide, le plus farouche défenseur du maintien d'une politique stalinienne pure et dure, s'opposant à toutes les tentatives de "déstalinisation" entreprises au sein des appareils staliniens depuis le rapport de Khrouchtchev au 20e congrès du PCUS de 1956.

Cependant, en URSS, c'est la fraction Khrouchtchev qui doit faire marche arrière. En effet, Khrouchtchev ne tarde pas à prendre conscience que son rapport scie la branche sur laquelle est assise la bourgeoisie bureaucratique qu'il dirige. En cherchant à déboulonner Staline de son socle, il a mis les doigts dans un engrenage qui sape les fondements mêmes des régimes staliniens, de l'URSS stalinisée et de son bloc. Le modèle totalitaire stalinien de capitalisme d'Etat, pur produit de la contre-révolution, repose entièrement sur la terreur étatique, le contrôle permanent et la surveillance de toute vie sociale, la répression policière, la militarisation intégrale de la société. Plus de 30 ans avant l'expérience gorbatchévienne qui, en cherchant à dépasser certaines de ces limites, devait déboucher sur l'implosion de l'URSS et de son bloc, Khrouchtchev et la bourgeoisie "soviétique" étaient déjà confrontés à cette réalité : il n'y a pas de place ni marge de manoeuvre dans le modèle stalinien de capitalisme pour une "libéralisation" ou une "démocratisation" de l'Etat. C'est pourquoi Khrouchtchev va ordonner moins de six mois après les remous qu'il avait provoqués au XXe congrès du PCUS, la destruction d'un million d'exemplaires de son rapport. Il accepte sans difficulté d'y substituer officiellement une simple résolution du PCUS, pâle réplique du rapport initial qui finit par être totalement escamoté. Thorez et le PCF pouvaient être rassurés : le stalinisme était touiours debout.

L'écrasement du prolétariat hongrois scelle la "réconciliation" entre le PCF et la politique de l'URSS

Ils n'allaient pas tarder à en voir la confirmation concrète quelques mois plus tard. La répression brutale de l'insurrection ouvrière de novembre 1956 en Hongrie par les troupes russes appelées en renfort dans le cadre de l'application du Pacte de Varsovie va sceller la "réconciliation" du PCF et de l'URSS de Khrouchtchev sur un aspect essentiel. C'est bien dans l'écrasement du prolétariat que les régimes et les partis staliniens expriment le plus clairement leur fonction contre-révolutionnaire, c'est en appliquant implacablement sa politique du talon de fer contre la classe ouvrière que le modèle stalinien de capitalisme entend faire la preuve de son efficacité. La sanglante répression des prolétaires hongrois par les tanks de "l'armée rouge" est chaudement approuvée et justifiée par le PCF.

De plus, le soutien total des staliniens français à l'intervention russe en Hongrie, même s'il se solde par la défection de quelques intellectuels compagnons de route du PCF, aura permis de ressouder l'appareil du parti en France. En effet, ce dernier peut exploiter les événements qui se déroulent en même temps à Paris: pour protester contre l'intervention russe, des manifestants de droite et d'extrême-droite assaillent le siège du comité central puis les locaux de L'Humanité avec la complicité des forces de police. En appelant ses militants à venir le défendre, le PCF peut prétexter qu'il s'agit d'une attaque fasciste soutenue par le gouvernement. Et il peut aussi donner un regain de crédibilité à sa propagande empoisonnée : faire passer aux yeux des ouvriers français le soulèvement prolétarien en Hongrie pour une action des forces contre-révolutionnaires.

Si toute la bourgeoisie profite des illusions du prolétariat hongrois envers la démocratie, elle peut se partager le travail d'embrigadement idéologique de la classe ouvrière en le mettant devant le faux choix de se ranger soit derrière le camp stalinien soit derrière le camp démocratique et, en fin de compte, de la coincer entre les deux blocs impérialistes rivaux.

Le PCUS manifestera encore quelques velléités de "réformisme", notamment en octobre 1961, quand Khrouchtchev dénoncera encore, et cette fois publiquement, les crimes de Staline. Mais à partir de 1962, l'enlisement croissant dans un marasme économique inextricable qui réveille les luttes de cliques pour le pouvoir, la fuite en avant dans la course aux armements (y compris nucléaire) face à son rival américain, signent un retour à la "normalisation" intérieure. Cela se traduit immédiatement par le déferlement de la répression contre la classe ouvrière. La vague de grèves ouvrières dans la région de Novocherkassk sera impitoyablement noyée dans le sang après l'isolement complet de la région conjointement par la police et par l'armée. Les goulags se remplissent.

L'ambivalence du PCF face à la domination gaulliste

Cependant, c'est l'évolution de la situation en France qui vient déstabiliser profondément le parti stalinien. A la faveur de la guerre d'Algérie, qui a renforcé l'influence des militaires, et face à l'instabilité devenue chronique des gouvernements de la IVe République, l'aspiration au sein de la bourgeoisie nationale à un "pouvoir exécutif fort" voit le jour. Le général De Gaulle profite de cette situation. Il fait son retour sur la scène politique en s'opposant à la tentative de putsch d'une fraction de l'armée qui, avec des colons civils, forme un "comité de salut public" à Alger le 13 mai 1958, appuyée par le débarquement de troupes de parachutistes en Corse le 26 mai. De Gaulle apparaît comme "l'homme providentiel" pour la majeure partie de la bourgeoisie française. Le ler juin, ce "sauveur" reçoit l'investiture du président de la République René Coty qui le nomme chef du gouvernement. Il se fait rapidement plébisciter en septembre à travers un référendum sur une nouvelle constitution qui renforce et concentre le pouvoir aux mains d'un seul homme assumant les fonctions de "chef de l'Etat", le président de la République, ainsi doté des "pleins pouvoirs" au détriment du Parlement. Le parti de Thorez est incapable de discerner clairement que la fonction essentielle de De Gaulle pour la bourgeoisie française est de liquider l'ère coloniale et de mettre fin à la guerre d'Algérie. Tandis que l'appareil du PCF panique tout d'abord (le premier réflexe de Thorez est de se réfugier en Suisse), il se trouve désarçonné par l'évolution des événements et profondément divisé sur l'attitude à adopter. Une partie des staliniens, formée à l'école de la Résistance

et dans le moule de l'antifascisme avant tout, se déclare "prête à défendre la république et la démocratie" les armes à la main en prêtant main forte à De Gaulle. Cependant, la majorité de la direction s'en tient à l'analyse que l'arrivée au pouvoir de De Gaulle correspond à l'instauration "d'un régime de dictature personnelle et militaire" qui "s'appuie sur les éléments les plus chauvins et les plus colonialistes de la grande bourgeoisie, et tend à ouvrir la voie au fascisme". Après l'échec du mot d'ordre de grève générale lancé par la CGT, le 28 mai le PCF appelle à une manifestation populaire pacifique à Paris puis le ler juin, à une mobilisation plus dure contre "le général" désigné comme "I'homme des factieux". Des heurts violents avec la police se produisent, dans lesquels un ouvrier est tué. Lors du référendum-plébiscite de De Gaulle du 28 septembre 1958, le PCF est la seule force politique à appeler à voter "non" et, en recueillant à peine 21% des suffrages, subit un revers cuisant. Aux élections législatives du 23 novembre, l'électorat du PC chute de plus de 30%, totalisant moins de 19% des voix. Malgré les tentatives de l'appareil pour la minimiser, c'est une débâcle qui va marquer durablement le déclin de son

La raison essentielle de cette déroute est que le gaullisme puise au même fonds de commerce que le parti stalinien: même démagogie populiste et ultra-chauvine, s'appuyant sur un nationalisme exacerbé. De fait, cette rivalité directe est le produit de plusieurs affinités essentielles. L'appareil gaulliste et l'appareil stalinien sont de purs produits de la décadence du capitalisme.

Ainsi leur proche conception autoritaire de la mise en oeuvre des mesures capitalistes d'Etat n'est pas liée comme chez les partis bourgeois plus anciens à la démocratie parlementaire. Leur rôle dominant est l'expression de la contrerévolution triomphante où la bourgeoisie n'a pas besoin d'un masque démocratique pour défendre ses intérêts nationaux. De même, à un autre niveau, la politique "d'indépendance nationale" préconisée par De Gaulle qui le poussait à prendre ses distances avec l'OTAN et à afficher ses réticences envers l'alignement sur la politique impérialiste du bloc américain, traduisait une certaine convergence avec le parti stalinien (1). C'est d'ailleurs là la base même d'un rapprochement en matière de politique internationale entre la France et l'URSS, conduite de façon convergente par De Gaulle et Khrouchtchev. Ce rapprochement devait se confirmer avec le voyage de Khrouchtchev en France en mars-avril 1960, suite à l'invitation de De Gaulle et au nom de "la coexistence pacifique". Il sera d'ailleurs un élément important des réticences du PCF envers la politique internationale menée par Khrouchtchev qui n'a cessé de soutenir le maintien de De Gaulle au pouvoir en France. Il

(SUITE PAGE 3)

(1) On allait retrouver ce paradoxe apparent dans les orientations de la politique française au-delà même du départ de De Gaulle (en fait jusqu'à la fin des années 80) tout au long de l'existence d'une politique de blocs : les deux pôles apparemment les plus éloignés car marqués le plus "à gauche" et "à droite" du point de vue de la politique intérieure (le PC et le parti gaulliste) se retrouvent souvent sur des positions voisines sur deux options politiques majeures. D'abord pour manifester leur défiance (ou leurs réticences) vis-à-vis des orientations dominantes atlantistes et pro-américaines de la bourgeoisie française (que partagent en revanche la droite démocrate-chrétienne modérée (MRP, puis plus tard l'UDF) et la gauche dite "non-communiste" (social-démocrates et radicaux). Pour le parti stalinien, il s'agit d'un penchant "naturel" à s'aligner sur la défense des intérêts du bloc impérialiste russe, le parti gaulliste par ses aspirations à vouloir préserver orgueilleusement une politique "d'indépendance nationale" à travers ses illusions anachroniques sur la capacité de l'Etat français de constituer la tête la tête de pont "d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural".

NOS POSITIONS

- * Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- * La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- * Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- * Depuis le début du xx° siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

- ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- * Toutes les idéologies nationalistes, d' « indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.
- * Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- * Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communiste » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoîstes et ex-maoîstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisic, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- * Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes

- * Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- * Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisic, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétarial
- * La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- * La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- * L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III-Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.